



**PRÉFET  
DE LOT-ET-GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail,  
des Solidarités et de la Protection des Populations

**Arrêté préfectoral complémentaire N° 47-2026-02-27-00002**

modifiant l'arrêté préfectoral n°94-2992 du 19 décembre 1994 modifié autorisant  
la SAS CONSERVES FRANCE à exploiter une activité de conserverie de légumes  
au lieu dit « Escoute » sur le territoire de la commune de Saint-Sylvestre-sur-Lot,

Le préfet de Lot-et-Garonne  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite  
Chevalier des Palmes académiques

**Vu** le Code de l'Environnement et, notamment, le livre V, titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et le Livre II, titre 2 ;

**Vu** le Code des relations entre le public et l'administration ;

**Vu** l'arrêté du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté du 03 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

**Vu** l'arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, et notamment sa section V relative aux équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque;

**Vu** l'arrêté du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 "accumulateurs (ateliers de charge d) " ;

**Vu** Le décret du 17 décembre 2025 portant nomination de M. Bruno ANDRÉ en qualité de préfet de Lot-et-Garonne ;

**Vu** L'arrêté préfectoral du 12 janvier 2026 donnant délégation de signature à M. Cédric BOUET, secrétaire général de la préfecture de Lot et-Garonne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 94-2992 délivré le 19 décembre 1994 à la S.A LOMCO pour l'exploitation d'une conserverie de légumes au lieu dit « Escoute » sur le territoire de la commune de Saint-Sylvestre-sur-Lot ;

**Vu** le récépissé de déclaration de changement d'exploitant délivré le 7 mars 2001 à la société CONSERVES FRANCE ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 19 décembre 1994 modifié autorisant la société CONSERVES FRANCE SA à exercer ses activités relevant de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sur le territoire de la commune de Saint-Sylvestre-sur-Lot ;

**Vu** le porter à connaissance GES n°23911 de la société CONSERVES FRANCE du 5 août 2025 relatif à l'installation d'une centrale photovoltaïque en toiture, d'une tour aéroréfrigérante, et la création d'aménagements visant à améliorer la sécurité du site et l'intervention des secours le site ;

**Vu** le porter à connaissance GES n°20748 de la société CONSERVES FRANCE de janvier 2023 relatif au rapport de base au titre de la directive IED (dite IED pour Industrial Emissions Directive) ;

**Vu** le porter à connaissance GES n°189581 de la société CONSERVES FRANCE de décembre 2020 relatif au réexamen périodique au titre de la directive IED ;

**Vu** la décision de la mairie de Saint-Sylvestre-sur-Lot du 21 juillet 2022 de non-opposition à une déclaration préalable, relative au projet d'installation de centrale photovoltaïque en toiture sur le site Conserves France ;

**Vu** la consultation de la DDT pour avis sur la demande du porter à connaissance GES n° 23911 en date du 16 décembre 2025 demeurée sans réponse ;

**Vu** l'avis favorable du SDIS en date du 5 janvier 2026 relatif aux besoins en eau d'extinction conformément au guide D9, la prise en compte de l'installation photovoltaïque en toiture ainsi que l'implantation de trois bâches mobilisables pour l'extinction d'incendie ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 22 février 2026 ;

**Vu** la communication au pétitionnaire des propositions de l'inspection des installations classées susvisé, par courriel des 21, 29 janvier 2026, conformément aux dispositions de l'article R. 512-46-17 du code de l'environnement ;

**Considérant** que les éléments techniques portés à la connaissance de l'Inspection permettent de justifier des installations et aménagements projetés, et que le pétitionnaire n'a pas sollicité de dérogation aux arrêtés ministériels de prescriptions générales ;

**Considérant** que, conformément aux critères de l'étape 1.a de la note du 20 décembre 2021 relative aux modifications des installations classées pour la protection de l'environnement précisant l'article R181-1 du code de l'environnement, les modifications demandées ne créent pas de nouvelle activité et ne changent pas le régime de classement des activités présentes.

**Considérant** que les modifications demandées ne concernent aucune des rubriques mentionnées à l'article R.122-2 pouvant donner lieu à un examen au cas par cas s'il y a dépassement de certains seuils mentionnés dans l'article.

**Considérant** en conséquence, qu'il n'y a pas lieu de demander une évaluation environnementale ou de procéder à un examen au cas par cas ;

**Considérant** que les modifications présentées ne concernent pas une nouvelle activité, une modification des effluents ou une augmentation de la capacité d'une activité ou des rejets ; que le projet ne change pas les dangers ou inconvénients de l'ICPE ;

**Considérant** que la modification n'est pas substantielle mais simplement notable et ne nécessite pas d'évaluation environnementale ni de consultation du public ;

**Sur proposition de** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Lot-et-Garonne ;

## ARRETE :

### - Article 1<sup>er</sup> : Objet

La Société CONSERVES FRANCE, dont le siège social est situé Domaine du Grand Frigolet - 13151 Tarascon, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté et des actes administratifs antérieurs, à poursuivre l'exploitation de ses installations existantes sur le site implanté au lieu-dit « Escoute » - 47140 Saint-Sylvestre-Sur-Lot.

### - Article 2 : Modification du tableau de classement au regard de la nomenclature des ICPE

Le tableau de classement ci-dessous du présent arrêté est modifié pour prendre en compte les modifications présentées :

N° rubrique	Intitulé de la rubrique	Éléments caractéristiques	Régime
3642-2-a	<b>Traitement et transformation uniquement de matières premières végétales en vue de la fabrication de produits alimentaires</b> avec une capacité de production supérieure à 300 t/j de produits finis	750 t/j	A
2921-1b	<b>Installation de refroidissement évaporatif</b> par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (TAR) dont la puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3000 kW	2151 kW	DC
2910-A-2	<b>Installation de combustion</b> : -A lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, [...] si la puissance thermique nominale est : 2. supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	17,9 MW	DC
2925-1	<b>Ateliers de charge d'accumulateurs électriques</b> : lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50kW	>50kW	D

Régime : A (autorisation), E (enregistrement), DC (déclaration avec contrôle périodique), D (déclaration).

### - Article 3 : Impacts du projet de modification

Les différents éléments contenus dans le dossier produit par l'exploitant ont permis d'apprécier les inconvénients et dangers présentés, ainsi :

- Avant la mise en place de la centrale photovoltaïque, des travaux seront effectués sur la toiture. Le désamiantage sera effectué par une entreprise certifiée. La nouvelle toiture sera adaptée à l'accueil d'une centrale photovoltaïque. Elle sera en tôles d'acier, classée Broof T3 (norme NF EN 14782. Article 5.1.2). Certaines zones de toit à isoler seront recouvertes d'un complexe bac acier et isolant en laine de verre type feutre tendu certifié A2-s1,d0 selon la norme EN13501-1 (A2 : contribution très limitée au feu, s1 : faible production de fumée, d0 : absence de gouttelettes enflammées).
- La pose des panneaux photovoltaïques est prévue sur l'ensemble des toits du site à l'exception de ceux de la chaufferie, du local de charge des batteries, des bureaux administratifs et des vestiaires. La capacité de production de l'installation sera de 6696 kWc. Des structures en aluminium seront posées sur les toits dans lesquels les panneaux seront glissés. Ils seront raccordés aux onduleurs/postes de transformation positionnés au sol (deux postes, l'un pour les panneaux situés sur le bâtiment Est dédié majoritairement au stockage, l'autre pour ceux



implantés sur le bâtiment principal de production). A partir de ces derniers, l'électricité sera transférée vers un poste de transformation en limite de propriété Sud avant injection dans le réseau Enedis.

A ce titre le pétitionnaire est tenu de respecter les prescriptions de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, et notamment sa section V relative aux équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque.

- Les eaux de refroidissement des autoclaves sont actuellement collectées dans un bassin puis dirigées vers une installation de déshuilage avant rejet dans le Lot. La mise en place d'un tour aéro-réfrigérante (TAR) permettra de diminuer la température de ces eaux. Elles seront pompées dans le bassin puis envoyées dans la TAR pour refroidissement avant rejet dans le bassin. La tour sera constituée d'une structure et d'un conduit de ventilation en inox SS304 et d'un bassin en résine renforcée avec de la fibre de verre. Elle sera installée sur une dalle béton à l'extérieur des bâtiments entre ceux dédiés à la production et au stockage, à proximité du bassin. Elle fonctionne sur un système à circuit ouvert (air et eau à refroidir en contact direct) qui permettra de refroidir l'eau à une température plus faible que celle de l'air, en évitant le recours à une installation de réfrigération au gaz et abaissant la consommation énergétique. Un traitement spécifique des eaux contre le développement des légionelles sera assuré par injection de biocide chimique ou tout autre procédé de traitement assurant la même efficacité.
- La mise en place de dispositifs de désenfumage :
  - Installation d'un déclenchement manuel (en complément de celui automatique existant) des 21 trappes de désenfumage SMOKEJET certifiées CE EN 12101-2 réparties sur le bâtiment principal de production.
  - Création de nouveaux dispositifs de désenfumage : 2 de 5m<sup>2</sup> pour la chaufferie ; 2 de 5m<sup>2</sup> pour le local de charge ; 10 de 5m<sup>2</sup> pour la zone de stockage des emballages (3 % du canton de désenfumage).
  - Réorganisation du principal stockage des emballages pour rassembler les combustibles dans une zone dédiée de 1600m<sup>2</sup> qui sera dotée d'un canton de désenfumage (3 % de la surface du canton de désenfumage).
- L'installation de trois réserves souples incendie (250, 250 et 500m<sup>3</sup>), soit 1000m<sup>3</sup> supplémentaires, viennent en complément du dispositif existant : une pompe sur alimentation sécurisée (avec réseau et trois bornes incendie) de 130m<sup>3</sup>/h, soit 260 m<sup>3</sup> pour 2 heures et d'une réserve d'eau de 200 m<sup>3</sup>. Le volume total de 1460m<sup>3</sup> pour deux heures permet ainsi de répondre aux besoins en eau (besoins plafonnés à 1440m<sup>3</sup> - calcul D9).
- Un bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie de 2355m<sup>3</sup> sera créé au sud-est du site. Des vannes d'obturation des réseaux d'eau pluviales permettront le dévoiement gravitaire des eaux d'extinction incendie vers le bassin.

#### **- Article 4 : Prescriptions techniques particulières :**

##### **- 4.1 : - Prescriptions techniques applicables aux tours aéro-réfrigérantes :**

Les dispositions de l'arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement s'appliquent à l'installation tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

##### **- 4.2 : - Prescriptions techniques applicables aux installations de combustion :**

Les dispositions de l'arrêté du 03 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 s'appliquent à l'installation tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

**- 4.3 : - Prescriptions techniques applicables aux équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque :**

Les articles 28 à 44 de la section V de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation s'appliquent à l'installation tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

**- 4.4 : - Prescriptions techniques applicables aux installations IED :**

Les dispositions de l'arrêté du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement s'appliquent à l'installation tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

A ce titre il est pris acte du rapport GES n° 20748 de la société CONSERVES FRANCE de janvier 2023, relatif au rapport de base au titre de la directive IED, l'activité du site relevant en effet de la rubrique 3642-2 (traitement et transformation de matières premières végétales uniquement).

- 4.4.1 Les meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à l'installation, issues de l'annexe - titre II de l'arrêté du 27 février 2020, sont citées en **annexe** du présent arrêté. Les MTD retenues par l'exploitant dans son rapport GES n°189581 sont celles issues de BREF FDM et EFS.

- 4.4.2 L'exploitant s'efforce par conséquent d'appliquer les mesures relevant du BREF EFS, conformément à sa demande, présentées dans ce rapport. Elles sont reprises en annexe du présent arrêté.

**Article 5 : Publicité**

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Lot-et-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 6: Copie et exécution**

Le Secrétaire Général de la préfecture de Lot-et-Garonne, le Maire de la commune de Saint-Sylvestre-Sur-Lot, la Directrice départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et le la Protection des populations de Lot-et-Garonne, les inspecteurs de l'environnement placés sous son autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CONSERVES FRANCE, pour son site implanté au lieu-dit « Escoute » à 47140 Saint-Sylvestre-sur-Lot.

Agén, le 27 FEV. 2026

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,

Cédric BOUET

## DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :

### RECOURS CONTENTIEUX

#### **Article L.181-17 du Code de l'environnement :**

Les décisions prises sur le fondement du quatrième alinéa de l'article L. 181-9 et les décisions mentionnées aux articles L. 181-12 à L. 181-15 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

#### **Article R.181-50 du Code de l'environnement :**

Sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, les décisions mentionnées aux articles L. 181-12 à L. 181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Pour les décisions mentionnées à l'article R. 181-51, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

### RECOURS ADMINISTRATIF OU CONTENTIEUX

#### **Article R.181-51 du Code de l'environnement :**

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L. 181-12, L. 181-14, L. 181-15 et L. 181-15-1, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant une telle autorisation ou un tel arrêté. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif. La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

Cette décision mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

### RECLAMATION

#### **Article R.181-52 du Code de l'environnement :**

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

## ANNEXE

### Liste des meilleures techniques disponibles (MTD) retenues pour l'installation CONSERVES FRANCE :

- issues du BREF principal **FDM** (Food, Drink and Milk), en lien avec l'arrêté du 27/02/2020

<p>MTD génériques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 i à xvi</li> <li>- 2 i à vi</li> <li>- 3</li> <li>- 6</li> <li>- 7 a à g,i,j</li> <li>- 8 a,c,d</li> <li>- 9</li> <li>- 10 a,b,c,f</li> <li>- 11</li> <li>- 13</li> <li>- 14 b,c,d</li> <li>- 15.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- système de management environnemental</li> <li>- inventaire des flux</li> <li>- suivi des paramètres clés</li> <li>- augmenter l'efficacité énergétique</li> <li>- réduire la consommation d'eau et les effluents rejetés</li> <li>- réduire l'utilisation de substances dangereuses</li> <li>- éviter ou réduire l'utilisation de substances dangereuses</li> <li>- utilisation efficace des ressources</li> <li>- prévention des émissions accidentelles</li> <li>- plan de gestion des émissions sonores</li> <li>- techniques de réduction des émissions sonores</li> <li>- plan de gestion des odeurs</li> </ul>
(MTD sectorielles 27 fruits et légumes non applicables)	

- issues du BREF transversal **EFS** (Stockage de matières dangereuses)

<p>MTD pour les réservoirs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1</li> <li>- 2</li> <li>- 3</li> <li>- 4</li> <li>- 7</li> <li>- 10</li> <li>- 17</li> <li>- 18</li> <li>- 19</li> <li>- 20</li> <li>- 22</li> <li>- 23</li> <li>- 24</li> <li>- 25</li> <li>- 26.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- conception du réservoir</li> <li>- inspection et entretien</li> <li>- localisation et agencement</li> <li>- couleur du réservoir</li> <li>- systèmes spécialisés</li> <li>- réservoirs à toit fixe</li> <li>- procédures opérationnelles et formation</li> <li>- fuites dues à la corrosion et/ou l'érosion</li> <li>- procédures opérationnelles et instrumentation pour éviter les débordements</li> <li>- instrumentation et automatisation pour éviter les fuites</li> <li>- protection autour des réservoirs (confinement)</li> <li>- zone d'explosivité et sources d'inflammation</li> <li>- protection contre l'incendie</li> <li>- équipements de lutte contre l'incendie</li> <li>- confinement des produits extincteurs contaminés</li> </ul>
<p>MTD pour le stockage des substances dangereuses conditionnées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 28</li> <li>- 29</li> <li>- 30</li> <li>- 31</li> <li>- 32</li> <li>- 33.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- formation et responsabilité</li> <li>- zone de stockage</li> <li>- séparation et isolement</li> <li>- confinement des fuites et des produits extincteurs contaminés</li> <li>- équipement de lutte contre l'incendie</li> <li>- prévention de l'inflammation</li> </ul>